

Un grand récit de notre envoyée spéciale au Maroc, Josette Alia

LE ROI



HASSAN II SE RENDANT A LA MOSQUÉE
Dans l'après-midi du 10 juillet, le mythe s'est effondré

EST NU...

** "Sa Majesté" n'est plus qu'un homme * Un baiser du XVI^e siècle * La gangrène de la corruption * Comment un colonel tua un général * Hassan II avait-il secrètement abdiqué ? * Oufkir en a assez * La révolution sans l'armée ou les élections avec le peuple ?*



Le verdict est rendu : 5 condamnations à mort, 6 condamnations à perpétuité, des siècles de prison, 59 mises en liberté. Tandis que le juge de Marrakech lit les longues listes de noms dans un silence étouffant, à travers tout le royaume les Marocains écoutent la radio. Depuis deux mois, ils attendent ce moment. Non plus à cause du procès lui-même : on sait trop bien que ce fameux « complot » est une baudruche gonflée, soufflée par le pouvoir. Il y avait complot, en effet, mais ailleurs, et tout s'est joué à Skhirat le 10 juillet, alors que les condamnés d'aujourd'hui étaient depuis longtemps en prison. Mais justement, ce verdict est un test, le premier test depuis Skhirat, qui permettra peut-être de répondre à la question : que veut le roi ?

Oui, c'est bien là que son peuple l'attend. Car personne, évidemment, ne peut croire que le réquisitoire soit dû au seul procureur, ni le verdict rendu par la seule justice. A chaque étape, demande de peines, verdict, droit de grâce, c'est le roi qui joue. Lui seul. C'est donc le roi qui assume, le roi qui sera tenu pour responsable, le roi qui sera jugé.

Jugé. Au Maroc, la chose est nouvelle. Peut-être même est-elle l'événement majeur depuis plus de quinze ans. Mohammed V d'abord, Hassan II ensuite n'étaient pas des hommes, mais une institution liée à l'histoire, à la religion et à la tradition du pays : ils étaient la monarchie,

lointaine, inaccessible au commun des mortels, parée d'un prestige que le palais alimentait de ses fastes et même de ses excès de somptuosité. Et puis, dans l'après-midi du 10 juillet, en quelques heures, le miroir a volé en éclats, le mythe s'est effondré. Tout le Maroc officiel a vu le roi se cacher, le roi sortir les mains en l'air sous la menace d'une mitraille tenue par un simple soldat, et même le roi s'asseoir par terre le long d'un mur, petit invité perdu dans une foule terrorisée, si anonyme dans sa chemise beige et rose

que ses assassins — qui cherchaient le monarque des photos officielles — ne l'ont même pas reconnu ! Quelle humiliation ! Quel coup ! L'image s'est répandue à travers le Maroc, s'est imposée aux esprits les plus simples. Ainsi on pouvait entrer dans le palais, humilier le roi, le tenir en respect pendant des heures... De simples soldats l'ont fait ! « Il aurait mieux valu pour lui qu'il y reste », me dit un vieux Marocain pourtant fidèle. Certes, le roi n'est pas mort. Mais maintenant le roi est nu.

La compassion ou la haine

Les conséquences de cette déshumanisation brutale n'ont pas fini d'apparaître. La première a été presque immédiate : partout, dans tous les milieux, on parle librement, et durement. Tout ce qu'on savait et qu'on taisait, les scandales, les corruptions, les erreurs, tout cela sort. Le personnage du roi, surtout, est passionnément discuté, parfois avec compassion, parfois avec haine. Avec respect : jamais. C'en est fini de la révérence ! Cela va du : « Il est fou, il est désaxé » de l'opposant farouche, au : « Lui, intelligent ? Je dirais brillant, sans plus... », d'un de ses plus proches familiers. Ses défauts, ses qualités sont sur la place publique. Et au niveau même du réflexe, le mythe ne joue plus : les hauts fonctionnaires qui disaient tout na-

tuellement : « Sa Majesté pense que... », disent maintenant, aussi naturellement : « Hassan devrait bien... » Sa Majesté n'est plus qu'un homme.

Du coup, c'est le système qui est remis en question. Comment marcherait-il encore ? Il reposait sur le principe d'un roi infaillible, décidant tout, exerçant le pouvoir de fait derrière la façade d'institutions tournant à vide. « Il faut comprendre le régime marocain, dit un juriste. A première vue, nous vivons sous un régime classique de pouvoir personnel, depuis 1965. Le parlement « mal élu » ne représente pas les forces politiques du pays, totalement absentes, et il n'a d'ailleurs aucun rôle. Les ministres sont nommés, changés, révoqués par le roi, comme d'ailleurs tous les hauts fonctionnaires. Qu'il s'agisse de l'exécutif, du législatif, ou du pouvoir réglementaire, il existe toujours deux filières : la filière normale, qui est bloquée ; la filière parallèle, qui va directement du roi à ses « exécutants », placés à côté des gens théoriquement responsables.

» Un exemple : l'armée. Elle avait son état-major, sa hiérarchie, ses grades. A côté, doublant l'appareil classique, le roi a créé un autre appareil, le sien, qui va de sa maison militaire aux régions militaires. Le faux chef de l'armée est le chef d'état-major. Le vrai est le général Medbough, chef de la maison militaire. Les unités passent par l'état-major pour commander des pommes de terre ou recevoir des treillis. Elles s'adressent à Medbough lorsqu'il s'agit de logistique, de grandes manœuvres, d'armement. Les officiers sanctionnés, dans les cas graves, le sont par Medbough — c'est-à-dire par le roi. Au début de 1970, une importante mutinerie intérieure a été réprimée ainsi, en circuit court, amenant la protestation, puis le départ du général Driss ben Omar, major général de l'armée, qui, en militaire classique, réclamait qu'on utilise au moins le tribunal militaire prévu. » Ce système, me dit-on, fonctionne ainsi dans tous les secteurs. Pouvoir personnel ? Même pas, « car le pouvoir personnel suppose une idéologie, une continuité, un contrôle, une présence, de l'homme qui gouverne. Franco, lui, travaille... »



Alors? Alors, tout cela ne tient — ou plutôt ne tenait — que par l'image charismatique, par le mythe du roi, imam des croyants en même temps que souverain moderne, qui conduisait tout naturellement à des situations aberrantes. Au dernier conseil du Plan, par exemple, le roi envoie un discours qui doit être lu en séance d'ouverture. A cette occasion, il décide de remettre en vigueur une pratique inutilisée depuis le XVI^e siècle : le ministre délégué devra, par deux fois, embrasser respectueusement le discours. Exactement comme si le roi était présent. En même temps, on fait précéder le papier de deux colonnes de serviteurs du palais qui s'inclinent rituellement jusqu'à terre, en criant : « *Que Dieu protège le roi!* », en plein conseil. Le tout télévisé pour l'édification du bon peuple — un peu étonné tout de même de voir un ministre embrasser dévotement trois pages de statistiques...

Mais il faut, au-delà de l'anecdote, démonter encore un peu plus le mécanisme. Puisque la logique du système exige un retour aux « *valeurs traditionnelles* », on les appliquera aussi dans la méthode de gouvernement, revenant, sous un habillage moderne, à l'ancien système marocain du « *maghzen* », bien antérieur à la colonisation française. Or le « *maghzen* », adapté à une société tribale et féodale, reposait sur un grand principe : les serviteurs du sultan, caïds, chefs berbères, gouverneurs de régions, prélevaient leurs « salaires » directement sur leurs administrés, un peu comme les fermiers généraux de l'ancien régime en France. Transcrit dans un monde moderne, relativement industrialisé, il ne peut que sécréter la pire des plaies, la corruption, et la corruption sur une très grande échelle.

Aujourd'hui que les vanes sont ouvertes, chacun y va de « son » scandale, en une énumération qui donne le vertige. Impossible de démêler le vrai du faux, le ragot du dossier sérieux. La dernière en date, celle de la surcote des métaux, s'étend même bien au-delà du Maroc. Depuis près de dix ans, dit-on, les métaux marocains sont vendus, sur facture, au-dessous de leur teneur réelle : on vend un minerai à haute teneur — 60 % par exemple — pour un minerai titrant 45 %. Le prix n'est évidemment pas le même, et la différence se chiffre par centaines de millions, qui seraient inégalement répartis entre de hauts personnages marocains et de grosses sociétés étrangères. « *Eh bien, oui, moi j'ai toujours travaillé comme cela au Maroc*, dit un industriel français. *Avant d'exporter ou d'importer n'importe quoi, il faut savoir combien verser de « commission », et à qui. Sur le plan marocain, aucun problème : on paie en argent liquide, ou en cadeaux somptueux pour la femme de tel ou tel ministre. La difficulté vient des maisons françaises. Elles veulent bien payer pour obtenir le marché mais cela leur pose des problèmes de comptabilité.* » Des sommes pareilles, il faut bien les inscrire quelque part, mais où? disent les directeurs

commerciaux. Nous n'avons pas, en France, de rubrique « pots-de-
vin ».

A vrai dire, l'important n'est même plus là. « *S'il n'y avait que quelques scandales, même haut placés, même énormes, ce serait simple, il suffirait de faire quelques procès retentissants et tout rentrerait dans*

l'ordre », dit Redra Guedira (1). « *Ce qui est grave, c'est que la corruption, telle une gangrène, s'est généralisée au point de devenir un système — voire « le » système.* » Elle éclabousse tout le monde, y compris le roi, et elle entrave sérieusement, par son ampleur, le développement du pays.

Mille poches pleines...

De fait, le moindre paysan sait qu'il doit offrir une poule pour obtenir le prêt de semences le plus minime. Chaque ouvrier sait que le « tarif » pour un passeport est de 100 dirhams, glissés au fonctionnaire du ministère de l'Intérieur. Chaque Marocain sait que le roi est officiellement, à titre personnel, le plus gros producteur d'agrumes du pays. Enfin, chaque technicien, chaque responsable se rend bien compte qu'un budget percé de mille trous se déversant dans mille poches ne peut plus assurer un fonctionnement normal des services publics. Ainsi, l'Education nationale (réputée comme « *poste peu payant* ») dispose d'un budget considérable (26,34 % du budget national en 1971) et, pourtant, le taux de scolarisation stagne à 35 % dans le primaire, 7 % dans le secondaire, 1 % dans le supérieur, alors que l'Algérie, avec des crédits du même ordre, scolarise à 50 %, la Tunisie à 80 %...

A cause de la corruption, tout est truqué, tout est faussé. Aucun chiffre

officiel ne tient plus. On ne sait pas où file l'argent de l'Etat, ou plutôt on le sait trop bien : alors que quatorze millions de paysans et d'ouvriers se partagent 45 % du revenu national, 800 000 « privilégiés » se partagent 55 %. Et le fossé qui se creuse semble de plus en plus difficile à combler. En janvier 1970, lorsque les droits de douane sur les voitures de luxe furent augmentés de 130 %, on s'attendait à une baisse des demandes. On assista au contraire à un rush : les carnets de commande se gonflèrent de cinq cents demandes d'importations de Jaguar et de Mercedes dans le mois qui suivit (2).

Cet arrière-plan explique à la fois l'incompréhensible tuerie de Skhirat et l'étonnante passivité qui suivit le coup d'Etat manqué. « *L'affaire de Skhirat n'a pas été pour nous une bombe mais un révélateur* », disent les Marocains. « *Cela devait forcément arriver. Nous savions tous qu'il fallait bien que, un jour, quelque chose change... Le seul problème était de savoir comment et quand...* »

« Tue ce traître ! »

Skhirat n'est plus, en ce début d'automne, qu'une plage vide où roule, violent, l'Atlantique. Sur le sable encore chaud, quatre enfants aux têtes rasées, recuits de soleil, jouent d'une duné à l'autre en faisant pétarader des mitraillettes imaginaires. Un peu plus loin, on aperçoit le palais royal où, il y a maintenant deux mois, de vraies mitraillettes ont failli renverser ici tout le cours de l'histoire. Car c'est miracle que le roi ait pu échapper à la tuerie : le coup d'Etat des généraux était, dit-on maintenant à Rabat, « *techniquement réussi* ». A la lumière des interrogatoires, les mystères se dissipent et se dessine une vérité qui restera sans doute longtemps clandestine : on a donné trop tôt une version officielle sur laquelle il devient difficile de revenir. Mais maintenant, en gros, on sait et on comprend, on peut combler les deux trous du récit officiel. A savoir : comment le général Medbouh est-il mort? pourquoi le colonel Ababou a-t-il commis l'erreur de partir vers Rabat en emmenant le plus gros de ses troupes et en laissant derrière lui le roi à peine gardé?

Tout repose sur un conflit entre ces deux militaires. Pour Medbouh, le schéma prévu est très simple : il s'agit d'encercler le palais, de désarmer la garde, de faire le roi prisonnier et d'exiger de lui une abdication en faveur d'une junte militaire.

L'opération doit se faire sans effusion de sang. Général classique, formé à l'école de l'armée française, Medbouh entend « *nettoyer les écuries d'Augias* » et réserver à Hassan II le sort de l'ex-roi Farouk.

Ababou ne dit rien, mais il mijote d'autres projets. Petit, musclé, brun, dur, il a la réputation justifiée d'un réître impitoyable. Pour lui, il faut liquider le roi physiquement, fusiller quelques ministres, exiler toute la famille royale, bref réaliser la révolution sanglante. C'est pourquoi, lorsqu'il fait descendre ses cadets à l'assaut du palais, il les sépare en deux groupes : l'un passe à droite du golf qui sépare le palais de la route, l'autre progresse sur le côté gauche. Ceux qui sont à gauche reçoivent l'ordre de tirer en l'air. Les autres, en face, sont persuadés qu'on les attaque et ils ripostent. Les cadets se mitraillent mutuellement. Les premières victimes tombent.

Ce sont donc des hommes surexcités qui font irruption au cœur de la réception royale. En voyant les méchouis mitraillés, les invités tomber

(1) Qui fut directeur général du cabinet royal, ministre de l'Intérieur, ministre de l'Agriculture, ministre de la Défense, ministre des Affaires étrangères.

(2) Cité par Mohamed Lahbili, professeur d'économie à la fac de Droit de Rabat, dans « *Jes Années 80 de notre jeunesse* », éditions maghrébines, Rabat.

sous les balles, Medbouh comprend tout de suite que l'opération dérape. Pour garder une carte — et peut-être par conviction personnelle —, il lui faut s'assurer que le roi sera sauf. Il le cherche dans la foule, le trouve et l'incite à se cacher avec une dizaine d'invités, qui se trouvent là par hasard, dans une sorte de long lavabo situé derrière la salle du trône.

Au dehors, la fusillade fait rage. Medbouh a, avec le roi, un entretien bref. Il lui demande d'abdiquer (« Vous partirez par Rabat ou le port de Casa. ») et le roi y consent. Hassan II a-t-il, ou non, signé un véritable acte d'abdication — qu'on aurait, plus tard, récupéré sur le corps de Medbouh ? On le dit, mais rien ne le prouve. Le roi ne pose qu'une condition : que sa famille soit mise à l'abri. Medbouh accepte. Il envoie vers les appartements royaux le docteur Ben Aïch qui fera mettre en sûreté les quatre enfants du roi, et il sort derrière lui. A ce moment arrive Ababou, qui cherche le roi. « Où est-il ? » Medbouh, très calme, répond que le roi va abdiquer, et qu'il l'a déjà envoyé sous escorte vers Rabat. Ababou est furieux. Il se tourne vers son garde du corps, Akka, une sorte de géant au crâne rasé, aux longs bras de gorille, qui

lui est tout dévoué : « *Medbouh est un traître, tue-le.* » Akka s'exécute, Medbouh tombe à terre tandis que Ben Aïch, revenu sur ces entrefaites, reçoit une partie de la rafale et s'effondre à son tour.

A ce moment, plus personne dans le palais ne sait où est le roi, auquel Medbouh vient de sauver la vie bien involontairement. En effet, Ababou, furieux, persuadé que le roi lui a échappé, prend le gros de ses troupes et fonce vers Rabat, à la fois pour le rattraper et pour exécuter la suite du programme : prise de la radio, de la défense et de l'état-major. En partant, il laisse des instructions à la petite garde qui reste à Skhirat : vers sept heures du soir, les invités doivent être parqués dans un camp militaire où on fera le tri des étrangers et des autres. A ce moment, pense-t-il, tout sera gagné, ou perdu, là-bas.

On connaît la suite : la longue attente du roi toujours caché, surpris par ce calme étrange. Sa découverte par un soldat qui, sans le reconnaître, l'emmène avec les autres prisonniers. Enfin, le dialogue déjà mille fois reproduit entre Hassan II et le cadet qui vient de le reconnaître, l'explication, la « *fatiha* » récitée en chœur, le retournement de la situation...

Le « boucher » du régime

Ce récit, s'il a le mérite de la cohérence, ne peut évidemment être actuellement vérifié. Il repose, dit-on, sur les aveux d'Akka qui, dans les sous-sols de la Sûreté marocaine, a mis plus de vingt jours à mourir, dans les tortures que l'on devine. Et aussi sur une déclaration d'Ababou, confiant au chirurgien « enlevé » par lui à Skhirat (pour lui extraire une balle de l'épaule) : « *Medbouh nous a trahis à 50 %, mais il a totalement payé.* » Pourquoi le palais, la tourmente passée, s'en tient-il aux premières et fragmentaires versions ? Pour ne pas se dédire sans doute, mais aussi parce qu'il faudrait prononcer le mot tabou, le mot interdit, celui auquel tout le monde pense maintenant, le mot « *abdication* ».

Malgré les efforts officiels, cette idée, pourtant, est dans l'air. D'abord, une évidence : ce sanglant anniversaire ne sera pas un accident de parcours. Il marque une date : depuis deux mois, les retombées de Skhirat sont telles que, dit un homme politique : « *Rien dans ce pays ne sera plus jamais comme avant.* » Le roi, on l'a vu, a perdu tout prestige. L'armée, ensuite, est « cassée », voire irrécupérable, au point qu'Oufkir lui-même a maintenant renoncé à la reprendre en main ; toute épuration sérieuse est techniquement impossible. On avait imaginé de faire rédiger des rapports à tous les chefs d'unité. Ils amenèrent sur le bureau du ministre de la Défense un tel flot de délations qu'il fallut abandonner l'idée de les utiliser. Et puis Oufkir dit — ou fait dire — qu'il est fatigué d'être « le boucher du régime ». A quoi sert d'éternellement réprimer si le roi ne fait rien pour s'attaquer enfin aux vraies racines du mal ? Oufkir

seul peut le lui dire, et il ne s'en prive pas.

Au premier conseil des ministres après le coup d'Etat, il a brusquement éclaté, après deux heures d'attente : « *Cela ne peut plus durer ! Il faut changer ces méthodes, sinon nous aurons un deuxième Skhirat et nous nous ferons tous descendre en slip de bain...* » Puis, à l'arrivée du roi, il a quitté ostensiblement la salle en jetant : « *Moi, je vais dormir, je suis trop fatigué.* » Cette attitude absolument inhabituelle dépasse évidemment le stade de la mauvaise humeur. Oufkir est comme Hassan II : maintenant l'armée lui fait peur. Elle est traumatisée, il ne faut pas la brusquer. Aussi n'est-il pas d'accord avec la stratégie du roi qui, depuis Skhirat, écarte systématiquement tous les Berbères des postes de commandement (3).

En revanche, c'est lui, dit-on, qui aurait inspiré la nouvelle « réorganisation » des structures militaires : la maison militaire et les régions militaires sont supprimées, on recentralise l'appareil autour de l'état-major mais, puisqu'on ne peut reprendre les commandes, on s'efforce de brouiller les circuits par tout un jeu de mutations continuelles. Les officiers « valent » très rapidement (de sorte qu'ils ne peuvent établir des contacts entre eux) et leurs affectations restent vagues (« *Attendez, vous verrez plus tard.* »). Evidemment, l'armée est paralysée, absolument inutilisable : mais si le roi ne peut la

(3) L'armée française recrutait, traditionnellement, ses officiers « indigènes » parmi les fils des chefs berbères, dits de « grande tente ». D'où une proportion élevée de Berbères dans l'armée marocaine

منقفي نوري

أنت تدخن كنت
فأنت أمركي
هو يدخن جيطان
فهو فرنسي
وأنا أدخن كازاسبور
فأنا وطني
أنا أدخن كازاسبور
وأشرب قهوة كحلا
في (الكومبيديا والماجستيك)
وأحدث في الديالكتيك
وعن الكادحين والمسحوقين
وعن ظفار وفيتنام وفلسطين
فأنا تقدمي
أنا منقفي نوري
أحلم بالتغيير
وأخطط له
في المقهى
فيا كادحي وطني
يا جياح وطني
أتحدا
وثوروا على مدخني الكنت
والجيطان
وبعد الانتصار
تجدوني في الانتظار
مع القهوة الكحلا
والكازاسبور

التوزيع

« أنا »
واحد قفا عدد فلما جيتك

contrôler, personne, en tout cas, ne pourra s'en servir...

Ce danger conjuré, reste à définir une nouvelle politique. C'est, comme on s'en doute, sur ce plan que s'affrontent le roi, les partis politiques et l'opinion marocaine.

Élections ou révolution : après Skhirat, tel est le choix du roi. Dès le mois de juillet, en effet, le roi l'a publiquement reconnu : ce régime « où la corruption but son plein » ne peut plus être reconduit tel quel. Il faut changer quelque chose si l'on

veut éviter un nouvel éclatement sanglant. Changer quoi ? Tout le système, répondent les partis politiques. Dans un premier temps, le roi semble leur donner raison. Le 4 août, dans un long discours en forme d'autocritique, il promet deux choses essentielles :

- il déléguera ses pouvoirs à un gouvernement responsable ;
- il fera des ouvertures vers les « forces politiques » du pays, qui sont en fait les deux grands partis d'opposition, l'Istiqlal et l'U.N.F.P.

Régner sans gouverner

Cette prise de position nette satisfait tout le monde. Elle répond en tout cas à un sentiment profond : les Marocains, y compris les opposants politiques, ne souhaitent pas la mort du roi. « Par habitude, par affection pour Mohammed V, ils restent monarchistes, dit Reda Guedira, mais ils attendent d'Hassan II qu'il change. » « Majesté, dira un de ses proches, vous vous appuyiez sur l'armée et l'armée a cédé. Il est temps maintenant de vous appuyer sur le peuple. » Bref, on attend de lui qu'il règne mais ne gouverne plus, qu'il restaure le libre jeu politique et la démocratie, qu'il devienne, en somme, un monarque constitutionnel et non plus absolu.

C'est ce que les partis exposent à leur tour, lors des premiers contacts qui ont eu lieu entre le palais et Abderrahim Bouabid (qui parle au nom de l'U.N.F.P. et de l'Istiqlal réunis), par l'intermédiaire de Slaoui. Va-t-on reprendre la politique qui fut celle du début du règne, de 1963 à 1965, et qui avait alors conduit à l'élection d'un parlement où le parti du roi ne disposait que d'une majorité d'une dizaine de sièges ?

Non. Dès la première quinzaine

d'août, Hassan II fait machine arrière. Sur le premier point d'abord : certes, le nouveau gouvernement nommé par lui reçoit délégation de pouvoirs dans l'article premier du décret de nomination. Mais, dès l'article 2, le roi se réserve le droit de nommer personnellement tous les hauts fonctionnaires et, dans l'article 3, la responsabilité retombe finalement sur le conseil des ministres..., qui est présidé par lui. D'ailleurs, dans la pratique, Kacem Lamrani, le Premier ministre, qui est aussi son ancien homme d'affaires personnel, ne saurait évidemment rien décider sans lui en référer. « Pure escroquerie juridique », estime un ancien ministre.

Sur le deuxième point : effectivement, le dialogue s'engage entre le roi et Bouabid, par personne interposée. Les premières conditions de l'U.N.F.P. et de l'Istiqlal sont relativement nuancées : les partis demandent toujours des élections libres mais ils acceptent que la constitution soit seulement « amendée » (et non plus rapportée) et que le gouvernement soit responsable, à la fois devant l'assemblée et devant le roi (et non plus devant l'assemblée seule).

Le dernier recours

Pourtant, très vite, la négociation va buter sur l'obstacle majeur du procès de Marrakech. « Nous ne pouvons pas négocier en secret avec le palais alors que cent soixante et un de nos amis sont en prison, menacés des plus lourdes peines », dit Bouabid. En réponse, Hassan II fait demander : « Quels sont ceux d'entre eux que vous voulez sauver pour prix de votre participation au régime ? » L'U.N.F.P. refuse le chantage, réclame une révision du procès et que les contacts avec le roi soient désormais publics. Dernière phase : le roi convoque secrètement Bouabid, pour le 29 août, à Fez. Bouabid répond qu'il sera ce jour-là, comme avocat de la défense, au procès de Marrakech. Fin de l'ouverture. Sera-t-elle reprise ? Probablement pas.

Le roi sait, en effet, que des élections libres signifieraient la fin de son pouvoir personnel. Que le simple maintien par la force (d'ailleurs, quelle force ? sans l'armée, qu'est-il ?) conduirait, à long terme, à un second Skhirat. Que ses familiers, ses « fidèles », rêvent déjà d'une abdica-

tion en faveur de son fils, d'un conseil de régence qui sauverait — croient-ils — leurs privilèges menacés. Pris entre ces dangers, il semble avoir choisi le recours au peuple. Les mesures prises par lui, depuis un mois, vont en tout cas dans ce sens : baisse du prix du sucre (les 140 millions de dirhams de recettes ainsi supprimées seraient récupérés par un impôt sur le revenu dont on ignore encore les modalités) ; suppression de la taxe sur les radios et les bicyclettes ; réforme de la retraite dans la fonction publique ; déblocage et augmentation du salaire des fonctionnaires ; promesse, enfin, de distribuer (mais à qui ?) les terres de colonisation... Un tel arsenal sera-t-il assez convaincant pour ranimer la confiance qui se meurt ? Conjure-t-on le spectre d'un coup d'Etat en baissant le prix du sucre ? Ou même en faisant circuler le bruit que le roi se défait, discrètement, de tous ses biens personnels... rachetés par l'Etat ? Au Maroc, personne ne le croit.

فصيدة شاعر لا يحسن القفاقي

شعر من الوزن
(المودرن) للموقع
اسفله

انا ادخن كينت
انت تركب سيارة
هو يملك قصرا
نحن ندور في الفراغ

انا ادخن الكينت
350 سنتيما ..
كيلو بطاطا لخمسة من
العيال ..

وكيلو خبز يضاق اليها
(فقط لا غير) كما
يكتب في دفتر الشيكات
في عشرين فقرة
أحرق
نصف مدخول اسرة في
يوم بكامله .

انت تركب سيارة
بمصروف وقودها
تركب نصف قبيلة
هو يملك قصرا
يزرد القبيلة كلها ..
حينما ينفق على رى
العشب الذى يكسو
حديقة قصره

نحن ..
جميعا ،
ندور في الفراغ .
لاننا لا نحسب
لا ندقق الحساب .
لا نستقصى عناصر
المعادلة .
نغفل عن آكلي خبز
الأخرين .
نحمد الله في السراء
والضراء
وما أكثر الضراء ..
اذا غفلنا عن الحساب
يا أيها الإصحاب .
أبو منى